

Les cadres face au néo-libéralisme : entre acceptation et critique

Gaëtan Flocco⁽¹⁾

L'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République à une large majorité invite à interroger les raisons d'un tel succès. Elle pose notamment la question de l'acceptation par une grande partie de la population de sa vision du travail et de l'économie. Cette vision est somme toute relativement simple et s'inscrit dans la continuité de l'existant : faire travailler davantage les salariés ; « désengager » l'État de certaines activités économiques, promouvoir les intérêts privés et financiers au détriment de l'intérêt public ; encourager la concurrence, aussi bien entre les individus qu'entre les institutions, quelles qu'elles soient ; considérer les chômeurs comme les premiers responsables de leur situation ; etc. Bref, on trouve là toutes les facettes idéologiques d'un néo-libéralisme déjà à l'œuvre depuis le milieu des années 1980 et qui ne cesse finalement de s'affirmer. Les causes de la légitimation par la population d'une telle idéologie ne sauraient se réduire à un facteur unique. Elles sont bien évidemment multiples et varient en fonction des groupes sociaux considérés. Sans compter que cette acceptation n'est pas univoque et s'accompagne également de formes diverses de contestation. Qu'en est-il par exemple des cadres d'entreprise confrontés aux exigences des actionnaires, aux fusions acquisitions, aux réductions d'effectifs et autres restructurations ? Comment perçoivent-ils l'orientation actuelle de l'économie ? Y souscrivent-ils pleinement ou bien à l'inverse, la contestent-ils dans son ensemble ?

Accroissement des contraintes et satisfaction au travail

Depuis au moins trois décennies, les politiques économiques d'inspiration monétariste ont pour conséquence d'accroître les contraintes du travail salarié, y compris celui hautement qualifié⁽²⁾. Les cadres experts et les encadrants intermédiaires employés par les grandes firmes françaises sont ainsi de plus en plus soumis à une obligation de résultats. Les objectifs en termes de coûts, de délais et de qualité qu'ils doivent satisfaire ne cessent de s'accroître. Les bouleversements organisationnels et technologiques favorisent la fluidité et la réactivité du travail, tandis que la figure du client devient plus que jamais prépondérante dans un contexte hautement concurrentiel⁽³⁾.

Certes, l'augmentation de ces contraintes du travail demeure relative, eu égard notamment à d'autres catégories salariales. Il est en effet indéniable que les cadres conservent un rapport au travail positif et satisfaisant qui s'ancre dans des réalités concrètes de leur activité quotidienne : le caractère passionnant du travail lié à un haut niveau de qualification ; l'intérêt porté à l'exercice de responsabilités multiples et d'un certain

pouvoir ; la valorisation des relations entretenues au sein du collectif de travail ; les marques de reconnaissances témoignées par les pairs et la hiérarchie ou encore le volume des rémunérations⁽⁴⁾. Toutes ces dimensions constitutives du travail quotidien et de la relation salariale des cadres ne peuvent être éludées.

Elles contribuent grandement à garantir l'acceptation des contraintes, en fonctionnant comme une sorte de contrepartie au regard de celles-ci. Mais ce raisonnement quelque peu utilitariste ne saurait suffire à rendre intelligible la légitimation par les cadres des contraintes générées par les politiques économiques néo-libérales. Lorsqu'on examine de plus près leur intériorisation par les cadres, on s'aperçoit que la dimension imaginaire du rapport au travail intervient également.



La dimension imaginaire du rapport des cadres au travail

Ainsi, le rapport complexe et ambivalent qu'entretiennent les cadres avec leur activité participe également de différents imaginaires sociaux⁽⁵⁾. Ces imaginaires « travestissent » en éléments positifs ou naturels les diverses contraintes du travail, et favorisent dès lors leur acceptation. Ces contraintes sont de cette façon quasiment masquées, apparaissant comme naturelles ou comportant des significations qui suscitent une large adhésion.

C'est le cas par exemple lorsque les cadres évoquent l'autonomie qu'ils estiment bénéficier dans leur activité et qui se révèle pourtant être en décalage avec certaines pratiques et formes de pression. Même chose en ce qui concerne les discours visant à appréhender les contraintes temporelles ou financières comme des défis à relever en faisant intervenir du même coup la notion de performance dans le travail.

On peut relever un phénomène similaire à propos des représentations liées aux inégalités de genre. Elles sont parfois niées par les cadres alors que leurs pratiques quotidiennes et des faits précis indiquent qu'elles ont bien cours dans les entreprises. Toutefois, si ces imaginaires traduisent un décalage sensible entre les représentations des acteurs et la réalité de leurs situations de travail, ils n'autorisent pas à considérer les cadres comme des « idiots manipulés » ou des « pantins aveugles ». Tout d'abord parce que, comme nous l'avons indiqué précédemment, une partie importante de leur rapport au travail se fonde sur des réalités concrètes auxquelles correspondent bien leurs représentations identitaires.

Ensuite, il importe de préciser que ces imaginaires sont souvent déconstruits, voire démentis par les cadres eux-mêmes à travers des propos qui deviennent dès lors ambivalents et contradictoires. Par exemple, les cadres se définissent comme pleinement autonomes, mais tempèrent presque simultanément cette autonomie qu'ils estiment souvent « limitée », « contrôlée », « relative » ou « bien encadrée ». Ils affirment adhérer à la logique de la performance et du défi à relever dans le travail, mais en viennent rapidement à déplorer la spirale, parfois difficilement supportable, dans laquelle cette logique les entraîne⁽⁶⁾. Ils naturalisent et justifient les phénomènes économiques, mais désapprouvent également certaines de leurs orientations et conséquences qu'ils jugent néfastes. C'est précisément sur ce dernier type d'imaginaire qu'il semble intéressant de s'arrêter : celui qui masque ou qui travestit l'explication des phénomènes écono-

miques, permettant ainsi aux cadres d'accepter à la fois les diverses contraintes du travail et plus globalement, un grand nombre de décisions et d'orientations actuelles inhérentes au « nouveau capitalisme »⁽⁷⁾.

Légitimation et naturalisation de la logique économique dominante

Le rapport des cadres à l'évolution de l'économie apparaît marqué en premier lieu par une franche adhésion à la mondialisation. De fait, les cadres, dans leur écrasante majorité, se définissent comme de fervents partisans et défenseurs de la mondialisation de l'économie. Celle-ci est entendue ici au sens très général de l'internationalisation croissante des échanges de biens et de services. Les cadres voient par exemple de nombreux avantages dans les procédures de fusion acquisition réalisées entre des entreprises de diverses nationalités. Ils sont également en faveur de l'extension internationale des marchés sur lesquels cherchera à se positionner leur propre entreprise. Mais cette adhésion est surtout renforcée par une naturalisation des phénomènes économiques perçus comme inéluctables par l'ensemble des cadres. La notion de naturalisation de l'économique renvoie à la légitimation de l'évolution actuelle de l'économie par des motifs qui ne seraient ni sociaux, ni politiques, mais plutôt situés hors de portée des hommes, à l'instar des phénomènes naturels ou climatiques⁽⁸⁾.

Cette inclination des cadres à naturaliser l'évolution actuelle du capitalisme est vraisemblablement nourrie par le sentiment que les orientations économiques – au niveau gouvernemental ou à l'échelle de leur propre entreprise – ne dépendent pas directement de leur décision, ni de leur action. En ce sens, ils se considèrent largement impuissants en étant dans l'impossibilité d'envisager une quelconque alternative. Mais plus encore que cette impression d'impuissance, c'est l'explication avancée des phénomènes économiques qui est frappante ici. Fréquemment, derrière le caractère inévitable des orientations économiques, les cadres évoquent un marché et des échanges économiques exclusivement animés par des forces naturelles ; des forces sur lesquelles les individus n'auraient absolument aucune prise.

On retrouve ici la conception libérale de l'économie qui ôte à cette dernière toute sa dimension politique et sociale. Par ailleurs, les positions et considérations des cadres à l'égard de l'évolution du capitalisme contemporain traduisent également des formes de méconnaissance relativement pronon-



Les cadres, dans leur écrasante majorité, se définissent comme de fervents partisans et défenseurs de la mondialisation de l'économie.

cées. Si la plupart d'entre eux livrent un avis général sur la mondialisation, certains ne cachent pas non plus leur ignorance des orientations de l'économie contemporaine et qui plus est, des mécanismes et des principes qui les animent. Et en cela, ils ne parviennent parfois quasiment pas à se prononcer dessus, s'en remettant tout simplement aux idées dominantes.

Malgré ces attitudes convergentes d'adhésion, de naturalisation et de méconnaissance à l'égard de certains aspects du capitalisme contemporain, les cadres émettent aussi, ça et là, quelques critiques. Preuve en est, une fois de plus, qu'ils ne sont pas sous l'emprise absolue d'une idéologie aveuglante et manipulatrice.

La condamnation de la logique financière et des stratégies d'entreprise

Les critiques les plus courantes sont celles formulées à l'encontre de la financiarisation de l'économie et de la façon dont sont conduites les stratégies d'entreprise. Ainsi, l'importance prise aujourd'hui par les marchés financiers – caractéristique première du « nouveau capitalisme »⁽⁹⁾ – est globalement condamnée par les cadres rencontrés.

Cette condamnation s'exprime de différentes façons. Ils réprouvent par exemple l'idée de générer de l'argent à partir de valeurs virtuelles ou encore critiquent les mécanismes bien connus de mimétisme des marchés financiers. Ils estiment aussi de façon unanime que la finance constitue une menace réelle pour le monde industriel duquel relève leur activité quotidienne. Plus globalement, ils jugent la logique financière immorale, « assez choquante » ou « complètement lamentable » pour reprendre leurs expressions.

Cette critique de la financiarisation de l'économie se manifeste également de façon indirecte lorsque les cadres prennent position par rapport aux modes de rémunération des dirigeants des grandes entreprises. Ils déplorent notamment les pratiques de ces dirigeants qui les conduisent à se verser des rétributions considérables consécutivement à une faillite d'entreprise ou un plan de réduction de coûts.

Il s'agit là d'une tendance fort répandue ces dernières années et symptomatique de la financiarisation de l'économie puisque les montants faramineux alloués à certains « capitaines d'industrie » proviennent, outre des primes d'indemnité, des stock-options. Enfin, à côté de cette critique générale de la prépondérance de la sphère financière, on trouve également des critiques formulées à l'endroit des stratégies menées par leur entreprise⁽¹⁰⁾.

Souvent, les décisions et logiques qui fondent ces stratégies ne paraissent pas claires, ni compréhensibles aux yeux des cadres. Surtout, c'est leur caractère à la fois fluctuant et catégorique – « des décisions qui leur tombent dessus en pluie fine » –, qu'ils contestent. Ils déplorent en définitive l'alternance, sur un très court terme, entre un discours complètement euphorique qui prône le développement et la croissance de la firme, et un discours « dépressif », appelant à l'austérité et à la rigueur⁽¹¹⁾.

L'orientation néo-libérale prise par l'économie est dans une large mesure acceptée. Non pas qu'elle suscite une adhésion sans faille, mais plutôt une légitimation travaillée par certains imaginaires sociaux. Le processus de naturalisation amenant à considérer comme inéluctables les tendances actuelles du capitalisme constitue en ce sens un exemple éloquent. Cela n'exclut par l'apparition, ça et là, de critiques, à l'image de celles fermement émises à l'encontre de la financiarisation de l'économie.

Cependant, elles apparaissent au final désamorçées par ces mêmes imaginaires sociaux qui suscitent des attitudes de résignation et d'accommodement chez les cadres. Ces attitudes comptent sans doute parmi les ressorts majeurs du discours de Nicolas Sarkozy lorsque celui-ci milite pour sa vision du monde du travail et de l'économie.

Une autre piste mériterait encore d'être explorée : celle de la sphère hors travail des cadres qui recouvre leurs pratiques consommatoires et leurs modes de vie. En effet, l'importance accordée par le nouveau Président à un supposé lien mécanique entre accroissement du temps de travail et progression du pouvoir d'achat contribue fortement à rendre populaires les mesures économiques qu'il défend. Ainsi, établir une connexion entre sphère de la production et espace de consommation permettrait d'en dire un peu plus sur la posture des cadres face à un néo-libéralisme débridé ■

Références citées :

- Aubert Nicole, Gaulejac Vincent (de), *Le coût de l'excellence*, Paris, Seuil, 1991.
- Bouffartigue Paul, *Les cadres. Fin d'une figure sociale*, Paris, La Dispute, 2001.
- Castoriadis Cornélius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.
- Cousin Olivier, *Les cadres : grandeur et incertitude*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- Durand Jean-Pierre, *La chaîne invisible. Travailler aujourd'hui : flux tendu et servitude volontaire*, Paris, Seuil, 2004.
- Plihon Dominique, *Le nouveau capitalisme*, Paris, La Découverte, 2004.
- Rozès Stéphane, « La fin de l'exception idéologique », in Bouffartigue Paul (dir.), Grelon André, Groux Guy, Laufer Jacqueline, Livian Yves-Frédéric (Coll.), *Cadres : la grande rupture*, Paris, La Découverte, 2001, pp. 333-338.
- Terray Emmanuel, « Réflexions sur la violence symbolique », in Lojkine Jean (dir.), *Les sociologies critiques du capitalisme. En hommage à Pierre Bourdieu*, Paris, PUF, 2002, pp. 11-23.
- Zarifian Philippe, « Le travail sous l'emprise de la gestion », *Travailler*, 1998, n° 1, pp. 41-54.

- (1) Docteur en sociologie, Centre Pierre Naville, Université d'Évry Val d'Essonne.
- (2) Jean-Pierre Durand, *La chaîne invisible. Travailler aujourd'hui : flux tendu et servitude volontaire*, Paris, Seuil, 2004.
- (3) Paul Bouffartigue, *Les cadres. Fin d'une figure sociale*, Paris, La Dispute, 2001.
- (4) Olivier Cousin, *Les cadres : grandeur et incertitude*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- (5) Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.
- (6) Nicole Aubert, Vincent de Gaulejac, *Le coût de l'excellence*, Paris, Seuil, 1991.
- (7) Dominique Plihon, *Le nouveau capitalisme*, Paris, La Découverte, 2004.
- (8) Emmanuel Terray, « Réflexions sur la violence symbolique », in Jean Lojkine (dir.), *Les sociologies critiques du capitalisme. En hommage à Pierre Bourdieu*, Paris, PUF, 2002, pp. 11-23.
- (9) Dominique Plihon, op. cit.
- (10) Stéphane Rozès, « La fin de l'exception idéologique », in Paul Bouffartigue (dir.), André Grelon, Guy Groux, Jacqueline Laufer, Yves-Frédéric Livian (Coll.), *Cadres : la grande rupture*, Paris, La Découverte, 2001, pp. 333-338.
- (11) Philippe Zarifian, « Le travail sous l'emprise de la gestion », *Travailler*, 1998, n° 1, pp. 41-54.